

Au Venezuela, des manifestations « quasi insurrectionnelles »

PAR JEAN-BAPTISTE MOUTTET
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 10 MARS 2014

L'organisation vénézuélienne de défense des droits de l'homme Provea met l'opposition et le gouvernement dos à dos dans leur responsabilité dans les violences qui agitent le Venezuela. Son dirigeant, l'avocat Marino Alvarado, répond à nos questions. *De notre envoyé spécial à Caracas.*

De nouvelles manifestations ont eu lieu samedi dans le quartier de Chacao, à l'est de la capitale vénézuélienne, Caracas. Sur le front diplomatique, samedi, le président élu Nicolas Maduro a marqué un point. L'Organisation des États d'Amérique a en effet adopté une résolution le soutenant. Seuls le Canada, les États-Unis et le Panama se sont abstenus. Le texte déclare soutenir les efforts du président vénézuélien pour trouver une issue à la crise qui secoue le pays depuis plusieurs semaines. L'un des leaders de l'opposition et candidat battu à la dernière élection présidentielle, Henrique Capriles, a de son côté à nouveau accusé Maduro d'utiliser des fonctionnaires et des groupes paramilitaires armés pour mettre à mal les manifestations.

La présence de ces groupes est confirmée par l'avocat Marino Alvarado, qui dirige l'organisation vénézuélienne de défense des droits de l'homme Provea. Mais celui-ci met l'opposition et le gouvernement dos à dos dans leur responsabilité dans les violences. Entretien.

Qui sont les responsables des violences que connaît le Venezuela depuis plus de 3 semaines : les collectifs armés (organisations chavistes) ? Les

étudiants ? Les forces de sécurité nationales (on comptait 20 morts ce lundi 10 mars et selon Nicolas Maduro, il y en aurait 50 depuis le 12 février – Ndlr) ?



Marino Alvarado © JBM

Nous sommes entrés dans un cercle vicieux. Ce sont les plus violents qui dominent, tant du côté de l'opposition que du gouvernement. Tout a commencé avec une manifestation étudiante dans l'État de Tachira (ouest), à San Cristobal, le 4 février, contre l'insécurité, car apparemment, la veille, des délinquants avaient violé une jeune fille. Des pierres ont alors été jetées contre la maison du gouverneur. Plusieurs étudiants ont été interpellés et emprisonnés. Des organisations étudiantes ont alors appelé à manifester pour exiger la libération de leurs camarades. Du 5 au 8 février, ce sont donc des actions purement étudiantes. Certaines se sont déroulées pacifiquement, d'autres non. Elles ont généré de nouvelles détentions et des blessés par balles. Par la suite, trois dirigeants politiques, Maria Corina Machado (*députée, membre de la coalition de la MUD – Ndlr*), Leopoldo Lopez (*dirigeant du parti Volonté populaire, MUD – Ndlr*) et le maire du district métropolitain de Caracas Antonio Ledezma ont convoqué une manifestation pour le 12 février. Cette marche a eu lieu dans 16 États du pays. L'opposition n'avait jamais mobilisé autant de gens depuis les jours précédant avril 2002 (*un coup d'État avait alors écarté Hugo Chavez du pouvoir durant 48 heures – Ndlr*). Cela a dépassé ses attentes, mais a aussi surpris le gouvernement. Les manifestations se sont terminées avec des foyers de violence durement réprimés et ont fait 3 morts à Caracas. La mort de ces manifestants a donné un motif pour assumer des protestations violentes. Le gouvernement a commencé à réprimer intensément. Il a menacé de déclarer un état exceptionnel dans l'État de Tachira par exemple, mais non seulement il a mis contre lui les étudiants, mais

aussi le gouverneur de Tachira (*pourtant socialiste – Ndlr*). Le président Nicolas Maduro a commis une grande erreur politique dans sa manière de gérer ces manifestations, qui sont pacifiques dans leur majorité. Malgré les morts, les gens continuent de sortir dans la rue, bien que Nicolas Maduro ait menacé d'interdire les manifestations, les gens ont défié le gouvernement.

Et en ce qui concerne « les collectifs » armés ?

Ils sont armés par le gouvernement, entraînés par le gouvernement. Ces paramilitaires se contentaient de menacer les dissidents, mais maintenant, et c'est nouveau, ils participent directement à la répression. Pour la première fois, ils apparaissent coordonnés au corps policier pour contribuer à la répression des manifestations.

Mais y a-t-il des preuves qu'ils ont assassiné des manifestants ?

Nous ne pouvons pas l'affirmer. En revanche, il est certain qu'ils ont tiré sur des manifestants, parfois en présence des forces publiques. Nous les avons vus arrêter des gens, lancer des bombes lacrymogènes et tirer. Que ces tirs aient tué des gens, nous n'en savons rien.

Agissent-ils sur ordre du gouvernement ?

Non, pas sur ordre, mais avec la complaisance du gouvernement et en coordination avec les forces publiques, mais il est possible que cette coordination se mette en place sur le moment. Nous avons pris suffisamment de photos qui prouvent leur collaboration avec la police.

Les manifestations de l'opposition se disent pacifiques, mais Maria Corina Machado ou Leopoldo Lopez ne cachent pas leur envie de voir tomber le gouvernement... Parmi les mouvements étudiants, il y a aussi des organisations d'extrême droite comme Jeunesse active Venezuela uni (Javu).

Nous ne pouvons pas analyser la situation depuis la ville de Caracas, car les manifestations de la capitale ne sont pas les mêmes que celles qui se déroulent dans d'autres parties du pays. En province, elles sont plus populaires, plus en lien avec les problèmes des

gens comme les pénuries, l'insécurité, le coût de la vie, les services publics... Bien sûr, il y a un secteur de l'opposition qui profite du mécontentement pour imposer une sortie par la force de Nicolas Maduro. Pas forcément un coup d'État, mais ils tentent d'arriver à une situation qui génère une impossibilité de gouverner, qui obligerait Maduro à démissionner. La proposition de Maria Corina et Leopoldo Lopez est d'aboutir à la démission de Nicolas Maduro. Quand le mot d'ordre principal est la sortie du président, la manifestation est quasi-insurrectionnelle. Mais ça ne veut pas dire que tous les manifestants sont d'accord avec ce mot d'ordre.

Leopoldo Lopez s'est rendu, il a été emprisonné, et aujourd'hui les manifestations ne sont pas focalisées sur une demande de libération. Par ailleurs, il y a un autre secteur de l'opposition qui au départ n'était pas d'accord avec Maria Corina Machado et Leopoldo Lopez, mais les circonstances les poussent à s'aligner aux positions des manifestants. C'est ce qui est arrivé à Henrique Capriles (*candidat de l'opposition lors des deux dernières élections présidentielles en avril 2013 et octobre 2012 – Ndlr*). Il a tenté de se distancier de l'appel à manifester, mais il a été obligé de prendre position pour les marches pacifiques.

Le gouvernement donne aussi des signaux de paix. Mercredi par exemple, s'est tenue la conférence nationale pour la paix où était présent le dirigeant de Fedecamaras (le Medef vénézuélien). Ces mesures peuvent-elles apaiser les tensions ?

Nicolas Maduro a tenu un discours incohérent, car il appelle les manifestants à la non-violence, mais ne remet pas en question l'action violente des groupes paramilitaires, le nom que nous donnons aux collectifs armés. Il convoque une conférence nationale de paix, mais dit à la moitié du pays qui pense différemment de lui qu'ils sont fascistes. Il appelle l'opposition à dialoguer mais emprisonne un de ses dirigeants... Il veut éteindre le feu en soufflant sur les braises...

Les premières victimes de l'insécurité sont les habitants des *barrios*, les quartiers populaires. Ils souffrent aussi des pénuries, de l'inflation, malgré les magasins à prix subventionnés. Comment expliquer qu'eux ne manifestent pas ?

Je crois que le discours de l'opposition à Caracas n'entre pas en résonance avec les problèmes des gens. Si la manifestation du 12 février avait été lancée contre l'insécurité, contre la vie chère, les pénuries, peut-être que les classes populaires se seraient mobilisées. À Caracas, les étudiants interviewés demandaient, eux, que parte le président. C'est différent en province, car les problèmes de pénurie sont bien plus graves. À Mérida dans l'État de Tachira, les manifestations étaient centrées sur les problèmes quotidiens.

Mais les habitants des *barrios* continuent-ils de soutenir le gouvernement ?

Pour le moment, en général, on peut dire que les secteurs populaires à Caracas ont été des spectateurs des manifestations de rue. Mais il y a eu des *cacerolazos* (« concerts » d'ustensiles domestiques depuis sa fenêtre en signe de protestation – Ndlr) à Caracas, dans les *barrios* et même dans des bastions du chavisme comme le quartier du 23 de Enero. Des personnes ont protesté de manière très pacifique depuis leurs maisons. Ils sont peu à être sortis dans la rue. Ils sortent peu car je pense qu'ils cherchent à se protéger, ils ont peur d'être menacés par des chavistes.

Y a-t-il une relation entre la qualité de l'enseignement au Venezuela et les mouvements de protestation ?

Non. Au Venezuela, le nombre d'étudiants a augmenté ces 15 dernières années. Pour 2012, nous avons dénombré une croissance de 203 % des étudiants. Mais les étudiants qui manifestent sont pour la plupart étudiants dans les universités traditionnelles, anciennes. Il faut d'ailleurs rappeler que les études universitaires au Venezuela sont gratuites. Les étudiants des nouvelles universités, fondées sous Chavez, ne manifestent pas. Ce sont les universités publiques, les mêmes qui ont manifesté dans les années 90, 2000... Elles ont manifesté contre Caldera

(Rafael Caldera, président de 1969 à 1974 puis de 1994 à 1999 – Ndlr) Chavez, maintenant Maduro, et les universités privés, qui jusqu'en 2000, jusqu'à la fermeture de la chaîne de télévision RCTV, ne manifestaient jamais. L'union des universités publiques et privées est un phénomène nouveau, qui date de ce moment.

Les universités traditionnelles ont une tradition protestataire de plusieurs décennies. Le ministre des Affaires étrangères, Elias Jaua, faisait partie du groupe radical de l'UCV. Elles sont autonomes et donc plus en capacité d'être critiques. La Bolivarienne comme l'Unefa (*Université nationale expérimentale polytechnique des forces armées*) ne sont pas des contestataires. À la Unefa par exemple, qui est une université tenue par des militaires, des étudiants ont tenté de monter un mouvement, mais les leaders ont été expulsés.

Aujourd'hui au Venezuela deux cultures, deux idéologies, deux histoires s'affrontent. Comment en est-on arrivé là ?

Nous sommes très polarisés, mais nous ne sommes pas le seul pays dans ce cas. La différence avec le Chili, la Colombie, est qu'au Venezuela, la polarisation est arrivée au stade où il n'y a plus de dialogue. Au Chili, entre ceux qui appuient la droite et ceux qui soutiennent la gauche, les conflits sont importants comme on l'a vu lors des manifestations étudiantes, mais jamais les politiques n'ont cessé de dialoguer. En Argentine, la polarisation est très forte entre les pro et les anti-Kirchner, mais les politiques dialoguent et les institutions n'ont jamais cessé de jouer leur rôle en toute indépendance. Au Venezuela, aucune institution n'a joué le rôle de médiateur, car toutes sont favorables au gouvernement. Les leaders politiques, tant chavistes que d'opposition, ont fermé le dialogue. L'opposition a fait de grandes erreurs, en laissant par exemple le parlement entier au chavisme, en 2004, en boycottant les élections.

Il n'y a pas de lutte des classes au sens traditionnel. Quand on analyse les résultats de vote, on se rend compte que l'opposition, dans plusieurs secteurs très populaires du pays, a gagné ou a obtenu des résultats

très proches de ceux du gouvernement. Maintenant, l'opposition comme le gouvernement ont un soutien populaire, contrairement à la première partie de l'ère Chavez où tout le soutien populaire était pour le président. Il y a eu de plus en plus de manifestations, l'an dernier, nous en avons comptabilisé 5 300, la plupart de secteurs populaires, pour des droits sociaux, et 33 % viennent des travailleurs. Aujourd'hui, au niveau électoral, le pays est quasiment divisé en deux, à 50-50.

Ces deux Venezuela peuvent-ils se réconcilier ?

Oui, car d'un côté, il y a la politique et de l'autre, les citoyens. En 2002 et 2003, la polarisation fut très intense et a divisé des familles, des quartiers, mais cela a lassé les gens, donc aujourd'hui, elle est surtout présente chez les dirigeants politiques. Dans les secteurs populaires, il y a beaucoup de dialogue, d'efforts pour se réconcilier afin de régler les problèmes du quotidien. En 2002-2003, il était presque impossible pour l'opposition de faire campagne dans l'est de Caracas, plus populaire. Aujourd'hui, il n'y a presque pas d'incident lors des campagnes.

Les relations entre Provea et le gouvernement sont régulièrement tendues. En avril dernier, votre organisation a par exemple été qualifiée « d'avant garde du fascisme » par le ministre de la communication d'alors, Ernesto Villegas. Quelles sont vos relations ?

Il y a eu beaucoup de dénonciations de la part du gouvernement, et peu d'espaces de dialogue. Pendant la période Chavez, il y a d'abord eu un rapprochement certain. Nous nous sommes réunis avec le président en 1999, alors qu'il était au pouvoir depuis seulement 3 ou 4 mois, et nous avons commencé à envisager l'idée de collaborer, et nous avons eu un premier affrontement à propos de la catastrophe de Vargas, un glissement de terrain, qui a provoqué la mort de 25 000 personnes, en décembre 1999. Lors de cette catastrophe, l'armée a arrêté des personnes, qui ont disparu. Nous avons dénoncé ces arrestations. Il y eut

un désaccord verbal public avec le président Chavez. À partir de ce moment-là, notre relation devint un peu difficile.

En 2002, lors du coup d'État contre Chavez, Provea a été reconnue par l'ambassadeur du Venezuela à la Haye à ce moment comme la première organisation qui a dénoncé internationalement le coup d'État, avant même le gouvernement. Et nous avons agi, comme toujours, en faveur de la victime, et à ce moment-là une partie des victimes étaient des hauts fonctionnaires. Cela nous a valu une certaine reconnaissance du gouvernement, bien que par la suite on nous a qualifiés de *golpistas* (*participants au coup d'État*). Depuis 2002, les relations sont presque rompues, car il y avait un signalement permanent du gouvernement contre nous, nous accusant de faire partie d'une conspiration contre lui.

Quant à Nicolas Maduro, nous n'avons pas entendu un seul mot de sa part critiquant Provea, mais d'autres hauts fonctionnaires, si. Nicolas Maduro avait fait appel à nous lorsque, en tant qu'employé du métro de Caracas et dirigeant syndical, il avait été renvoyé. Provea l'avait alors conseillé. Plusieurs membres de Provea ont été ministres de Chavez. Le ministre des affaires étrangères, Elias Jaua, a été membre de Provea et a maintenu longtemps une relation avec nous. Mais malgré ces contacts, nous n'avons jamais réussi à avoir de bonnes relations officielles avec le gouvernement, qui est excessivement intolérant à la critique.

Nous sommes toujours indépendants, car nous existions avant Chavez et cela se poursuit avec Maduro.

Provea existe depuis 25 ans, donc nous existions bien avant l'ère Chavez. Nous avons produit le même travail avant que maintenant, à savoir surveiller la situation des droits de l'homme au Venezuela, dénoncer les violations, soutenir les politiques publiques que nous jugeons correctes, et apporter du soutien aux victimes de violations des droits de l'homme.

Boîte noire

Jean-Baptiste Mouttet est journaliste indépendant.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.